



Caen, le 28 septembre 2012

Groupe Communiste et Républicain

Région Basse-Normandie
Abbaye aux Dames
Place Reine Mathilde
CS 50523
14035 CAEN CEDEX 1
Tel : 02 31 06 95 01 / 06 21 50 97 30
Fax : 02 31 06 96 26
groupe.pcf@wanadoo.fr

Objet : Lettre ouverte aux parlementaires de gauche de Basse-Normandie

Madame, Monsieur le Député(e), Monsieur le Sénateur,

Lors de la dernière assemblée plénière du 20 septembre 2012, le groupe régional des élus Communistes et Républicains est intervenu pour dire son opposition au vote du traité européen par les Députés et Sénateurs au Parlement.

Nous nous sommes félicité que se soit exprimée avec force la volonté de changement des françaises et des français. Nous avons avec elles et eux la volonté de contribuer à la réussite de ce changement.

C'est dans cet esprit que nous avons notamment rappelé les conséquences désastreuses pour notre Région de voir les budgets des collectivités, donc du Conseil Régional de Basse-Normandie, soumis de fait au contrôle de la commission de Bruxelles qui lui imposera une politique d'austérité aussi infondée qu'inefficace. Nous nous opposons à cette remise en cause du principe de libre administration des collectivités locales, principe pourtant réaffirmé par la révision constitutionnelle de 2003.

Lors de la campagne électorale, le Président de la République avait pris l'engagement (engagement n°11 de ses 60 propositions) de renégocier le Traité pour la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG) dans l'Union économique et monétaire, dit Pacte budgétaire, signé par Nicolas Sarkozy et 24 autres dirigeants européens le 2 mars dernier. Il avait précisé lui-même les trois points clés de cette renégociation : la possibilité pour la Banque Centrale Européenne de financer directement les États, la mise en place d'euro-obligations pour que les pays de la zone euro puissent emprunter solidairement, et des mesures de relance de la « croissance » en Europe.

Lors du sommet européen réuni à Bruxelles les 28 et 29 juin dernier, aucune de ces conditions n'a pu être réunies : seul un pacte pour la croissance comportant des mesures de libéralisations et de libre échange, l'obédience à de nouveaux règlements élargissant les pouvoirs de la Commission européenne (« 6 pack ») ou renforçant le contrôle des pays de la zone euro en difficulté (« 2 pack »), et le déploiement de 120 milliards d'euros a été adopté en plus du traité. Ce montant dérisoire (inférieur à 1% du PIB européen) est composé pour moitié de fonds structurels déjà votés et programmés, et pour moitié de prêts hypothétiques de la

Banque Européenne d'Investissement pour des grands projets d'investissements privés dont on ne connaît encore rien.

Pourtant, la relance de l'activité économique en Europe est indispensable. Une telle ambition se heurterait inévitablement à la logique d'un traité qui prétend inscrire dans le marbre les politiques d'austérité en interdisant définitivement tout déficit structurel supérieur à 0,5% aux états européens. L'aide aux pays en difficulté, prévue par le Mécanisme Européen de Stabilité (MES), sera en outre conditionnée à l'application de plans d'austérité, de privatisation et de libéralisation, déjà à l'œuvre dans plusieurs pays d'Europe et dont les résultats sont d'ores et déjà désastreux.

Ce traité marque également une nouvelle étape dans la dérive antidémocratique de la construction européenne. Ainsi, il prévoit des sanctions automatiques contre les pays contrevenants aux mesures de discipline budgétaire, mettant la politique économique des Etats européens sous la coupe de la Troïka (BCE, FMI, Commission Européenne) au détriment des peuples. Cette logique alimente le cercle vicieux de la dépression en approfondissant encore le fossé qui sépare les peuples de la construction européenne.

Déjà en 2005, les Français avaient exprimé par référendum leur rejet de cette construction libérale et autoritaire de l'Union Européenne en rejetant le Traité Constitutionnel Européen (TCE). Depuis, à l'initiative de Nicolas Sarkozy, ce traité a été adopté en catimini par le parlement sans aucun débat public. Il faut rompre avec cette logique politique !

François Hollande a annoncé sa volonté de faire ratifier ce traité par la voix parlementaire dans les plus brefs délais. Nous regrettons cette procédure. Sur de tels enjeux la parole doit revenir au peuple. C'est pourquoi nous appelons à l'organisation d'un référendum.

Comme parlementaires, votre responsabilité est directement engagée. Les enjeux politiques et économiques de ce traité sont considérables. Ce traité est un obstacle à la politique de relance indispensable pour sortir de la crise. Le Groupe Communiste et Républicain de la Région Basse Normandie vous appelle solennellement à ne pas ratifier le traité.

Le moment n'est pas à entériner des choix d'austérité qui sont une des causes de la crise et de son aggravation. L'heure est à la refondation sociale, démocratique et écologique de l'Europe. Cet engagement pour la réorientation en profondeur du projet européen fonde notre appel, avec de très nombreuses forces en France et en Europe, à s'opposer au Traité.

Dans l'attente de votre réponse, veuillez recevoir, Madame, Monsieur le Député(e), Monsieur le Sénateur, nos salutations les plus cordiales.

Jean CHATELAIS

Alain CIVILISE

Marie-Jeanne GOBERT

Pierre MOURARET